



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la légalité
Bureau des procédures environnementales
et de l'utilité publique**

Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026- 36 du 23 MARS 2026

autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert

**située aux lieux-dits « Bord » et « La Boige » sur la commune de SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE
par la SARL CUPA PIERRES, activité soumise à autorisation en application de la
réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement**

Le préfet de la Haute-Vienne

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 du président de la République portant nomination de Monsieur Maurice BARATE, préfet de la Haute-Vienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relative aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2524 (atelier de taillage, sciage et découpe des blocs extraits d'une puissance installée supérieure à 400 kW) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1299-2003 du 24 juin 2003 autorisant la SARL CUPA PIERRES à exploiter pour une durée de 20 ans une carrière de gneiss à ciel ouvert aux lieux-dits "Bord" et « La Boige » sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-036 du 12 avril 2023 autorisant la SARL CUPA PIERRES à prolonger l'exploitation de la carrière de gneiss pour une durée de 2 ans supplémentaires jusqu'au 24 juin 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-055 du 28 avril 2025 autorisant la SARL CUPA PIERRES à prolonger l'exploitation de la carrière de gneiss pour une durée de 1 an supplémentaire soit jusqu'au 24 juin 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma régional des carrières (SRC) de Nouvelle-Aquitaine du 18 septembre 2025 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral du 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant Isle et Dronne approuvé par arrêté interdépartemental du 2 août 2021 ;

Vu la demande présentée en date du 26 juin 2024, par la SARL CUPA PIERRES, dont le siège social est situé au 3 rue du Pont des Landes 78310 COIGNIERES, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale de poursuivre l'exploitation d'une carrière de gneiss à ciel ouvert sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche aux lieux-dits « Bord » et « La Boige » ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus et notamment les compléments apportés à plusieurs reprises et en dernier lieu le 21 février 2025 ;

Vu la décision E25000051/87 ICPE en date du 10 juillet 2025 du président du tribunal administratif de Limoges, portant désignation du commissaire-enquêteur et de son suppléant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-078 en date du 23 juillet 2025 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale susvisée pour une durée de 31 jours, du 6 octobre 2025 au 5 novembre 2025 inclus, sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les mairies concernées (siège : Saint-Yrieix-La-Perche siège – rayon d'affichage de 3 km : Glandon(87) – Angoisse (24) – Jumilhac-le-Grand (24) – Sarlande (24)) ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'avis de l'autorité environnementale dans le délai de 2 mois prévu à l'article R. 122-7 du code de l'environnement (notification du 5 octobre 2025 P-2024-16357 – 2024APNA191) ;

Vu le rapport et les conclusions de commissaire enquêteur transmis au pétitionnaire par courrier du 24 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'avis émis par le conseil municipal de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-004 du 20 janvier 2026 prorogeant la phase de décision de 2 mois à partir du 24 janvier 2026 en application de l'article R. 181-41 du code de l'environnement ;
Vu le rapport du 16 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté porté le 6 mars 2026 à la connaissance du pétitionnaire ;
Vu les observations sur le projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire en date du 13 mars 2026 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du code forestier ;

Considérant que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

Considérant que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne ;

ARRÊTE

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1 - Bénéficiaire

Article 1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation (AIOT : 0006000255)

La SARL CUPA PIERRES, ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements et dont le siège social est situé au 952 Rue du Jaunais 44470 THOUARE-SUR-LOIRE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de gneiss comportant les activités désignées au chapitre 3, située aux lieux-dits « Bord » et « La Boige » 87500 Saint-Yrieix-la-Perche.

Article 1.2. Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux éventuelles parcelles privées enclavées.

Chapitre 2 - Portée et limites de l'autorisation

Article 2.1. Réglementation générale

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 2.2. Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2003 susvisé sont abrogées.

Les arrêtés préfectoraux des 12 avril 2023 et 28 avril 2025 susvisés sont abrogés.

Article 2.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation susvisée.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 2.4. Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du code de l'environnement, la durée de l'autorisation est fixée à **30 ans** à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire 6 mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Article 2.5. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- autorisation de défrichement en application des articles L. 341-1 et R. 341-1 et suivants du code forestier.

Article 2.6. Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation si ce dernier n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 2.7. Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L. 171-8 à L. 171-10 ainsi qu'à l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

Article 2.8. Caducité

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Article 2.9. Autres limites de l'autorisation et droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 3.3.

Article 2.10. Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre d'autorisation visé à l'article 3.3 ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 2.11. Porter à connaissance

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 2.12. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Dans le cas d'une modification notable, les études d'impact et de dangers sont actualisées. Ces actualisations complètent les éléments d'appréciation mentionnés à l'article ci-dessus.

Lorsque la modification notable présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, le préfet peut demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse des éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par l'exploitant et aux frais de celui-ci.

Article 2.13. Cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte au sens de l'article D. 556-1 A du code de l'environnement est le suivant : usage « mixte » à vocation écologique et forestière (cas 8° selon l'article D. 556-1 A).

Lorsqu'il procède à la cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu du présent article et dans les conditions de remise en état définies ci-après.

La remise en état consiste en la création ou au maintien de zones boisées, prairiales et naturelles, à vocation écologique, constituées notamment de milieux pionniers ou semi-ouverts, de zones humides et de mares ainsi que de quelques fronts bruts résiduels.

Le plan de remise en état du site est annexé au présent arrêté.

Article 2.14. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
2.13	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
4.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement à la mise en service de la carrière, puis 3 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
7.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante (GEREP)
	Rapport d'accident	Au plus tard 15 jours après l'évènement
9.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
9.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans ou en cas de modifications
14.9	Résultats d'autosurveillance eau	Dans le mois suivant la réalisation des analyses

Article 2.15. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Le dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Chapitre 3 - Nature des installations

Article 3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature et caractéristiques de l'installation (capacités maximales)
2510-1	A	Exploitation de carrière sur une surface globale de 20 ha à 30 ha dont environ 7,07 ha de surface exploitable	Carrière à ciel ouvert de gneiss ornementaux Production (quantités de matériaux extraites) 91 260 t/an en moyenne 149 000 t/an au maximum
2524	D	Atelier de taillage, sciage et polissage de pierres Capacité de traitement : 7 500 tonnes/an La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW	Puissance installée > 400 kW
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Aire de stockage transitoire de matériaux (pierre à bâtir et de produits commercialisables) pour une surface totale de 7 000 m ²

Article 3.2. Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Outre celles visées ci-dessus, les installations suivantes sont notamment autorisées dans le cadre de l'exploitation :

- une cuve enterrée d'une capacité de stockage de 2,5 m³ de GNR, pour une consommation annuelle d'environ 1 500 m³/an.

Article 3.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro des parcelles	Surface cadastrale (m²)	Superficie autorisée (m²)
Saint-Yrieix-la-Perche	XT	La Boige	12	82 620,00	82 620,00
		Bord	28 pp	47 630,00	23 300,00
			29	61 810,00	61 810,00
			30	33 600,00	33 600,00
		Superficie totale			225 660,00
Superficie totale autorisée					20 ha 13 a 30 ca

Le périmètre réellement concerné par l'exploitation de carrière recouvre une surface totale d'environ 7,07 ha telle que matérialisée sur les plans en annexe, notamment celui de phasage. Cette surface est répartie sur deux zones d'exploitation distinctes : une zone à l'Est d'environ 3,33 ha (autrement appelée zone n°1) et une zone à l'Ouest d'environ 3,74 ha (autrement appelée zone n°2).

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles listées ci-dessus, l'exploitant en informe le préfet dans les meilleurs délais.

Chapitre 4 - Garanties financières

Article 4.1. Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique 2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Article 4.2. Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le schéma de remise en état figure en annexe du présent arrêté.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales.

Le tableau ci-dessous fixe pour chaque phase quinquennale d'exploitation le montant des garanties financières :

Périodes	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-20 ans	20-25 ans	25-30 ans
Montant des garanties financières (€)	172 681,15	197 410,23	181 010,76	176 362,72	168 295,87	173 408,83

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul des montants est : 130,3 (avril 2024 – date de constitution du dossier).

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Article 4.3. Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Un premier document attestant de la constitution des garanties financières pour la première phase quinquennale est adressé sous 3 mois après la délivrance de l'autorisation, le cas échéant après actualisation du montant prenant en compte la valeur la plus récente de l'indice TP01.

Article 4.4. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 4.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 4.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du

calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 4.7. Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la remise en état du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 4.8. Absence de garanties financières

Outre les sanctions prévues par l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 4.3 ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 4.4 ci-dessus, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE

Chapitre 5 - Objectifs généraux

Article 5.1. Conduite de l'installation

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à :

- limiter leur impact sur l'environnement, et notamment les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel ;
- garantir la sécurité et la salubrité publiques et du personnel ;
- maintenir la stabilité des terrains de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant ;
- respecter les servitudes.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 5.2. Moyen de communication

L'exploitant doit s'assurer que le personnel présent sur la carrière dispose d'un moyen de communication opérationnel sur place pour alerter les services de secours en cas de nécessité.

Article 5.3. Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), avec copie à l'inspection des installations classées.

Article 5.4. Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 5.5. Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 5.6. Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 5.7. Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

Chapitre 6 - Explosifs

Article 6.1. Utilisation d'explosifs

L'exploitation du gisement étant réalisée avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement, et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Chapitre 7 - Déclarations annuelles

Article 7.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

Chapitre 8 - Fonctionnement de la carrière

Article 8.1. Mise en service de la carrière

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés au chapitre 5 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières (article 4.3) est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche la mise en service de l'installation.

Article 8.2. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 8.3. Déboisement et défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Article 8.4. Modalités d'extraction

L'exploitation de la carrière est conduite tout au long de l'année suivant la méthode et le phasage définis ci-après.

Les terrains sont découpés en 6 secteurs correspondant à 6 phases d'exploitation d'une durée de 5 ans chacune, la dernière étant également consacrée à l'achèvement des travaux de remise en état, conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté.

L'extraction des matériaux s'effectue à la pelle et ponctuellement à l'explosif pour la partie supérieure du gisement et à l'explosif pour la partie inférieure.

Les fronts d'exploitation progressent vers le Nord-Ouest et le Nord-Est. Ils sont séparés par des banquettes d'une largeur d'au moins 5 m. Les gradins du front d'abattage présentent une hauteur maximale de 15 m.

La pente des gradins est inférieure à 45 °.

Les cotes minimales d'extraction du fond de la carrière sont de :

- + 285 m NGF pour la partie Sud de la carrière Est et la carrière Ouest,
- + 290 m NGF pour la partie centrale de la carrière Est,
- + 297 m NGF pour la partie Nord de la carrière Est.

Article 8.5. Valorisation du gisement et des co-produits

Dans les limites des contraintes environnementales, techniques et économiques, l'exploitant veille à exploiter au maximum le gisement disponible tout en limitant la surface impactée par l'exploitation, et à étudier les possibilités de valorisation des excédents et des co-produits, sans pour autant nuire au projet de remise en état.

Article 8.6. Rythme de fonctionnement

Les périodes d'exploitation de la carrière sont les suivantes : de 7 h à 15 h du lundi au jeudi et de 7h à 14h30 le vendredi, hors jours fériés. Ponctuellement ces horaires peuvent être adaptés aux pics d'activité ou aux conditions climatiques (canicule). L'activité reste cependant comprise entre 6h et 19h.

Article 8.7. Évacuation des matériaux

La production est évacuée exclusivement par camions par des voies de circulation locales notamment la voie communale n° 5. Le rythme moyen d'évacuation est de l'ordre de 1 camion par jour.

Article 8.8. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 9 - Consignes et plans d'exploitation

Article 9.1. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 9.2. Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 5.7 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (hangar pour véhicules, ateliers de production, locaux du personnel, aire étanche, bassins de décantation, plan d'eau...) ;
- les distances limites et zones de protection listés à l'article 2.10 ;
- le cas échéant, les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

Article 9.3. Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 9.4. Plan des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Chapitre 10 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Article 10.1. Suivi et gestion de l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation

L'installation de nouvelles espèces protégées sur la carrière durant la phase d'exploitation fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toute disposition pour ne pas porter atteinte aux individus, à leurs habitats, lieux de reproduction ou de repos. La destruction, le dérangement, la capture, le transport de ces espèces est notamment interdit. Le cas échéant, les travaux dans le secteur concerné ne pourront reprendre qu'après une démarche Eviter-Réduire-Compenser. Si des impacts résiduels persistent, une demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées devra être déposée.

Afin de veiller à l'état de conservation des espèces protégées présentes, le personnel sur site de la carrière devra être sensibilisé voire formé aux enjeux de biodiversité spécifiques aux carrières (reconnaissance des espèces protégées inféodées aux milieux pionniers des carrières, et connaissance générale de leur écologie).

Article 10.2. Dispositions écologiques

Les dispositions proposées dans le dossier de demande d'autorisation seront appliquées. Ces dispositions sont rappelées synthétiquement ci-après en reprenant la codification figurant dans le dossier de demande d'autorisation :

- Mesures E1, E3, E4, E5 : respect du périmètre d'exploitation de la carrière pour garantir l'évitement des zones humides et station de plantes remarquables.
- Mesure E2 : maintien d'une bande boisée de largeur minimale de 5 mètres sur la bordure Est de l'exploitation.
- Mesure R1 : réalisation des travaux de décapage sur la période septembre-octobre.
- Mesure R2 : adaptation des périodes de travaux sur les merlons périphériques.
- Mesure R3 : réalisation des éventuels travaux impactant les milieux « aquatiques » (mares, dépressions humides, ...) en évitant la période de mars à août.
- Mesure R6 : plantation d'arbres et bosquets arborés.
- Mesure R7 : abattages des arbres à cavités en septembre-octobre et selon un protocole adapté.
- Mesure R8 : création de mares et autres habitats favorables.
- Mesures R9 : création d'hibernaculum et abris pour hérissons.

L'ensemble de ces mesures seront mises en œuvres en coordination avec le plan de phasage et la remise en état à l'avancement. Cette coordination est en particulier décrite au § 5.2.3. de l'étude d'impact figurant dans le dossier de demande d'autorisation (PJ4).

En complément de ces mesures sur le site de la carrière, et conformément au dossier de demande d'autorisation, il sera exécuté une mesure de maintien d'habitats favorables à diverses espèces forestières par maintien d'un îlot de senescence de 2,66 ha sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche (parcelle VH34) durant toute la durée de l'exploitation de la carrière (mesure R10).

L'application de ces mesures fera l'objet d'enregistrements adaptés pour en justifier leur réalisation et leur efficacité (plans, photographies, compte-rendu d'exécution, ...). Les pièces produites dans ce cadre se feront à l'appui de la surveillance assurée par un écologue les années 1, 3, 5 10, 15 20 25 et 30 (réaménagement) à partir de la délivrance de l'autorisation.

Article 10.3. Prévention de l'apparition et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes

Afin de prévenir l'apparition et le développement d'espèces exotiques envahissantes sur le site, l'exploitant doit porter une attention à la remobilisation des stocks de terre issues du décapage ou des stériles afin d'éviter la dissémination d'éventuelles espèces exotiques envahissantes.

L'exploitant prend également toutes précautions pour éviter la propagation de ces espèces hors du site que ce soit lors du transport de terres et de matériaux ou de leur élimination.

Des plans de gestion des espèces exotiques envahissantes sont, le cas échéant, élaborés puis mis en œuvre avec l'aide d'un écologue. L'efficacité de ces plans de gestion doit être évaluée.

Le personnel de la carrière doit être sensibilisé voire formé à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes présentes ou susceptibles d'être présentes sur le site, aux enjeux qui leur sont liés et aux méthodes de prévention et de gestion adaptées afin de pouvoir réagir rapidement en cas de détection d'une nouvelle espèce et d'éviter la propagation des espèces déjà présentes.

Les exploitants doivent s'assurer de l'absence de développement d'espèces envahissantes en effectuant des suivis spécifiques durant l'exploitation de la carrière et la remise en état. La réalisation de ces suivis fait l'objet de comptes-rendus tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 11 - Remblayage et remise en état

Article 11.1. Remblayage

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les déchets d'extraction de la carrière, sans apport de matériaux inertes extérieurs.

Article 11.2. Conditions de remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état (plan de phasage et plan de remise en état) annexés au présent arrêté et le descriptif des phases définies à l'article 8.4, dans les conditions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation écologique ultérieure du site.

Le réaménagement du site devra permettre de maintenir voire d'améliorer et de renforcer l'état écologique initial, les trames écologiques existantes et la biodiversité.

Afin d'éviter un appauvrissement génétique et la propagation d'espèces exotiques envahissantes sur et hors du site, les remises en état (et notamment l'ensemble des secteurs faisant l'objet de plantations et de végétalisations) sont réalisées avec des semences ou des plants de végétaux sauvages et locaux prélevés durablement dans la région biogéographique.

La remise en état du site est réalisée de façon à favoriser la préservation des zones humides et leurs fonctionnalités.

L'exploitation de la phase N+2 ne peut débuter que lorsque la remise en état de la phase N est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 2.11 du présent arrêté.

Après remise en état, le site sera restitué sous forme de zones boisées, prairiales et naturelles, à vocation écologique, constituées notamment de milieux pionniers ou semi-ouverts, de zones humides et de mares ainsi que de quelques fronts bruts résiduels. Le principe du réaménagement final est matérialisé par le plan figurant en annexe.

Les conditions de réalisation des aménagements pour la remise en état finale se feront en coordination avec le plan de phasage et la remise en état à l'avancement. Cette coordination est en particulier décrite au § 5.2.3. de l'étude d'impact figurant dans le dossier de demande d'autorisation (PJ4).

Les mesures concourant au réaménagement final et réalisées à l'avancement concernent en particulier les mesures suivantes (en reprenant la codification figurant dans le dossier de demande d'autorisation) :

- mesures RE3 et A1 : plantation d'arbres, arbustes et création de zones humides.
- mesure RE4 : aménagement d'une plateforme de milieu pionnier.
- mesure RE5 : reboisement.

L'application de ces mesures fera l'objet d'enregistrements adaptés pour en justifier leur réalisation et leur efficacité (plans, photographies, compte-rendu d'exécution, ...). Les pièces produites dans ce cadre se feront à l'appui de la surveillance assurée par un écologue les années 1, 3, 5 10, 15 20 25 et 30 (réaménagement) à partir de la délivrance de l'autorisation.

TITRE III - INTÉGRATION PAYSAGÈRE DE L'INSTALLATION

Chapitre 12 - Intégration et propreté

Article 12.1. Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 12.2. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'objectif est de limiter les impacts paysagers de la carrière à toutes les échelles de temps et d'espace du territoire et donc de garantir une démarche paysagère de qualité et de bonne intégration de la carrière dans son environnement.

Les prescriptions suivantes seront à respecter dans ce cadre :

Conservation des écrans végétaux existants :

Les boisements arborés, présents en limites du site (sur au moins 5 m de large) ainsi que sur les zones non extraites et non utiles au projet, seront conservés. Ainsi, une bande boisée sera conservée :

- En limite Est de la zone d'exploitation n°1 (zone d'exploitation Est), afin de réduire fortement les impacts depuis le hameau de Chantegros ;
- En limite nord de la zone d'exploitation n°2 (zone d'exploitation Ouest), afin de réduire les impacts depuis la route de Sarlande passant au nord (le merlon végétalisé présent à l'ouest de l'accès et ponctué d'arbustes et de quelques arbres sera également conservé).

Les arbres de la ripisylve du ruisseau passant au pied de la zone d'exploitation n°1 (zone d'exploitation Est) seront intégralement conservés.

Mise en place d'un merlon végétalisé :

En limite Ouest de l'extraction de la zone d'exploitation n°2 (zone d'exploitation Ouest), un merlon constitué de terre végétale sur 1,5 m de hauteur sera mis en place et planté.

TITRE IV - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 13 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 13.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Plus généralement, toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum la consommation d'eau dans le cadre de l'activité. Notamment, les processus de sciage (refroidissement) et l'arrosage des pistes (si nécessaire pour limiter les émissions de poussières) devront viser le meilleur rendement possible sur le recyclage de l'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé à fréquence mensuelle. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal	
		Journalier (m ³ /j)	Moyenne annuelle (m ³ /an)
Rivière	Rivière La Loue longeant le site	100	500

Chapitre 14 - Eau de surface

Article 14.1. Gestion des crues

Les zones en exploitation et réaménagées ne doivent pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues et ne doivent pas perturber le bon fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau à proximité. Ils doivent préserver les zones d'expansion des crues, voire jouer un rôle de bassin écrêteur de crues.

Article 14.2. Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article 14.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les points de rejets sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs.

Article 14.4. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le rejet des eaux de process des installations de traitement des matériaux utilisées pour le sciage est interdit. Ces eaux sont intégralement recyclées et sont récupérées dans deux bassins de décantation situés à l'arrière du bâtiment d'où elles sont repompées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Ces bassins de décantation sont régulièrement entretenus et curés.

Article 14.5. Rejets dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 14.6. Rejets dans une station collective

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 14.7. Points de rejet

Dans les secteurs d'exploitation, les eaux pluviales et de ruissellement s'écoulent vers les points bas de la carrière pour s'infiltrer dans le sol et se rejeter le cas échéant dans les cours d'eau.

Des prélèvements destinés à la surveillance des rejets dans le milieu naturel sont réalisés aux points suivants (voir carte en annexe : localisation des points de prélèvements) :

- dans le ruisseau de Négreloube en amont de la carrière,
- rejet de la carrière (en cas de rejet apparent),
- dans le ruisseau de Négreloube (en aval de la carrière) avant la confluence avec le ruisseau de la Loue,
- dans le ruisseau de la Loue en amont de la carrière,
- dans le ruisseau de la Loue en aval de la confluence avec le ruisseau de Négreloube.

Article 14.8. Valeurs limites de rejets

Les eaux superficielles rejetées au droit du site et en aval du site sur le réseau hydrographique (eaux pluviales et de ruissellement) respectent les prescriptions suivantes :

Paramètres	Valeurs ou concentrations maximales
pH	entre 5,5 et 8,5
Température (°C)	30
Matières en suspension totales (MEST, en mg/l)	35
Couleur (mg de Pt/l)	100
DCO (mg/l, lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l)	125
Hydrocarbures (mg/l)	10

Article 14.9. Surveillance des rejets

L'exploitant réalise une surveillance de ses rejets visés à l'article 14.7, pour l'ensemble des paramètres visé à l'article 14.8, à une fréquence annuelle.

TITRE V - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Chapitre 15 - Vérification des émissions et de leurs effets

Article 15.1. Optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de doubles flux

Dans la mesure du possible, l'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter la circulation de véhicules à vide et promouvoir la pratique de double-flux.

Article 15.2. Prévention de la pollution atmosphérique

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

TITRE VI - BRUITS ET VIBRATIONS

Chapitre 16 - Nuisances sonores et vibrations

Article 16.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 16.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 16.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 16.4. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A) pour la période de jour (7h-22h) et 60 dB(A) pour la période de nuit (22h-7h).

Article 16.5. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 16.6. Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats sous forme de rapport avec conclusion des constats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Chapitre 17 - Vibrations

Article 17.1. Valeurs limites relatives aux vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées

à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 17.1.1. Contrôle des vibrations

L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

Le respect de la valeur ci-dessus, mesurée suivant les trois axes de la construction, est vérifié à chaque tir réalisé sur la carrière.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées

En cas de plaintes, une mesure de la surpression aérienne couplée aux mesures de vibrations pourra être demandé par l'inspection des installations classées.

TITRE VII - RISQUES TECHNOLOGIES

Chapitre 18 - Prévention des accidents

Article 18.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des sources potentielles d'incendie.

Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 18.2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 18.3. Rétentions et confinement

I. – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 18.4. Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

TITRE VIII - GESTION DES DÉCHETS

Chapitre 19 - Principes de gestion

Article 19.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Le brûlage de déchets est interdit.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 19.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la collecte et la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité pour valorisation ou élimination. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 19.3. Déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation de la carrière

Les déchets sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Les déchets liés aux opérations d'extraction et de tri primaire (i.e. hors blocs sciés sur site puis évacués vers les ateliers du site) représentent de l'ordre de 90% du gisement extrait et sont valorisés par remblayage des fosses d'extraction directement sur site.

Les matériaux sont utilisés en priorité au sein des zones déjà exploitées sous la forme d'un remblai dont les talus mesurent 15 mètres de hauteur maximum.

Article 19.4. Déchets générés par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale admise sur site
Déchets non inertes et non dangereux	20 01 40 métaux	résidus métalliques (ferrailles)	La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers une installation d'élimination.
	20 01 39 matières plastiques	emballages divers et plastiques variés	
	20 01 01 papier et carton	cartons	
	20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 (bois contenant des substances dangereuses)	bois	
	20 01 08 déchets de cuisine et de cantine biodégradables	déchets assimilables aux déchets ménagers courants	
Déchets dangereux	13 02 04 huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale 13 02 05 huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale 13 02 06 huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques 13 02 07 huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables 13 02 08 autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification 13 05 01 déchets solides	huiles et hydrocarbures (carburant, gazole, GNR, graisses...) Déchets issus de l'entretien du séparateur à hydrocarbures	

	provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures 13 05 02 boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures 13 05 03 boues provenant de déshuileur 13 05 06 hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures 13 05 07 eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures		
--	--	--	--

Article 19.5. Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 19.6. Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

TITRE IX - AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Le défrichement de 2,90 ha des parcelles de bois situées à Saint-Yrieix-la-Perche et dont les références cadastrales sont les suivantes est autorisé dans le cadre du renouvellement d'autorisation de l'exploitation d'une carrière de roche ornementale conformément au plan joint en annexe et suivant le phasage décrit :

Commune	Section	N°	Surf. cadastrale (ha)	Surf. autorisée (ha)
SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE	XT	0012	8,2620	2,4200
		0029	6,1810	0,4800
Total				2,9000

Phasage défrichement	Surf. autorisée (ha), parcelle XT0012	Surf. autorisée (ha), parcelle XT0029	Durée exploitation
Phase 1	0,2300	0,0900	5 ans
Phase 2	0,1100	0,1000	5 ans
Phase 3	0,3800	0,0800	5 ans
Phase 4	0,6000	0,2100	5 ans
Phase 5	0,6000	-	5 ans
Phase 6	0,5000	-	5 ans
Total	2,4200	0,4800	30 ans

La durée de validité de cette autorisation est de 30 ans à compter de sa notification.

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande et en respectant les prescriptions de l'étude d'impact.

Conformément à l'article L. 341-6 du code forestier, toute autorisation de défrichement est subordonnée au respect de conditions (boisement/reboisement ou travaux d'amélioration sylvicoles) assorti d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5.

Ce coefficient s'applique au coût moyen départemental d'un boisement retenu pour le calcul d'un montant d'indemnité financière (3 000 €/ha) qui ne peut être inférieur à 1 000 €.

Au vu de la qualité de la station forestière et du peuplement exploité, l'enjeu économique implique l'application d'un coefficient égal à 1,2.

La surface concernée ne justifie pas l'application d'un coefficient particulier ni pour l'enjeu écologique, ni pour l'enjeu social et paysager.

Les conditions assorties à ce défrichement sont donc les suivantes :

- Réalisation d'un boisement/reboisement d'une surface minimale de **3,4800 ha** calculée comme suit : 2,9000 ha x 1,2 ;
- ou
- Versement d'une indemnité financière au fonds stratégique de la forêt et du bois d'un montant égal à **10 440 €** calculé comme suit : 2,9000 x 1,2 x 3 000.
- ou

- Création d'un boisement/reboisement associé au versement d'une indemnité financière complémentaire si la surface du boisement/reboisement compensateur est inférieure à 3,4800 ha. Le montant de l'indemnité financière est alors calculée au prorata de la surface non plantée.

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **un an** à compter de la signature du présent arrêté pour transmettre à la DDT de la Haute-Vienne, l'acte d'engagement pour les travaux de boisement (qui seront validés par la DDT) ou du versement de la compensation financière au Fonds stratégique de la forêt et du bois.

A défaut, l'indemnité sera mise en recouvrement sauf si le titulaire de l'autorisation renonce au défrichement projeté.

En application de l'article L. 341-4 du code forestier, cette autorisation doit faire l'objet, par les soins du bénéficiaire d'un affichage visible :

- sur le terrain à défricher au minimum 15 jours avant le début des travaux et pendant toute leur durée. La décision sera accompagnée d'un plan cadastral portant mention de dépôt en mairie ;
- dans la mairie du lieu à défricher au minimum 15 jours avant le début des travaux et pendant 2 mois. Il appartient au bénéficiaire d'avertir le maire, en temps voulu, de la date de commencement des travaux afin qu'il puisse assurer cet affichage.

Il est rappelé que c'est la date du plus tardif des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) qui constitue le point de départ du délai de deux mois de recours des tiers. En cas de contestation d'un tiers, le défaut de la preuve de la régularité de cet affichage fait obstacle à l'expiration du délai de recours des tiers.

En application de l'article L. 242-4 du code des relations entre le public et l'administration, sur demande du bénéficiaire de la décision, l'administration peut, selon le cas et sans condition de délai, abroger ou retirer une décision créatrice de droits, même légale, si son retrait ou son abrogation n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits des tiers et s'il s'agit de la remplacer par une décision plus favorable au bénéficiaire.

TITRE X - DISPOSITIONS DIVERSES

Les conditions d'exploitation de l'atelier de taille de pierre respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2524 (atelier de taillage, sciage et découpe des blocs extraits d'une puissance installée supérieure à 400 kW).

Les conditions d'exploitation de la plateforme de stockage transitoire de matériaux (pierre à bâtir et produits commercialisables) respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux

prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m².

TITRE XI - DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 20 - Recours, publicité et exécution

Article 20.1. Délais et voies de recours

I. Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Limoges par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 20.2 du présent arrêté ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Vienne prévue au 4° du même article 20.2.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

II. Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2° du I. supra.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 20.2. Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Yrieix-la-Perche et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Yrieix-la-Perche pendant une durée minimum d'un mois ; le maire de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de la Haute-Vienne, l'accomplissement de cette formalité ;
- 3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées, soit les communes de Glandon (87), Angoisse (24), Jumilhac-le-Grand (24) et Sarlande (24).
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 20.3. Notification – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la SARL CUPA PIERRES.

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine, le chef de l'unité inter-départementale Corrèze, Creuse, Haute-Vienne, et le maire de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au directeur du service d'incendie et de secours, au président de la communauté de communes du Pays de Saint-Yrieix, aux maires de Angoisse, Glandon, Jumilhac-le-Grand, et Sarlande ;

Limoges, le 23 MARS 2026

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026- 36 du 23 MARS 2026 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert aux lieux-dits « Bord » et « La Boige » sur la commune de Saint-Yrieix-la-Perche par la SARL CUPA PIERRES, activité soumise à autorisation en application de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

VU POUR ETRE ANNEXE
à l'arrêté du 23 MARS 2026

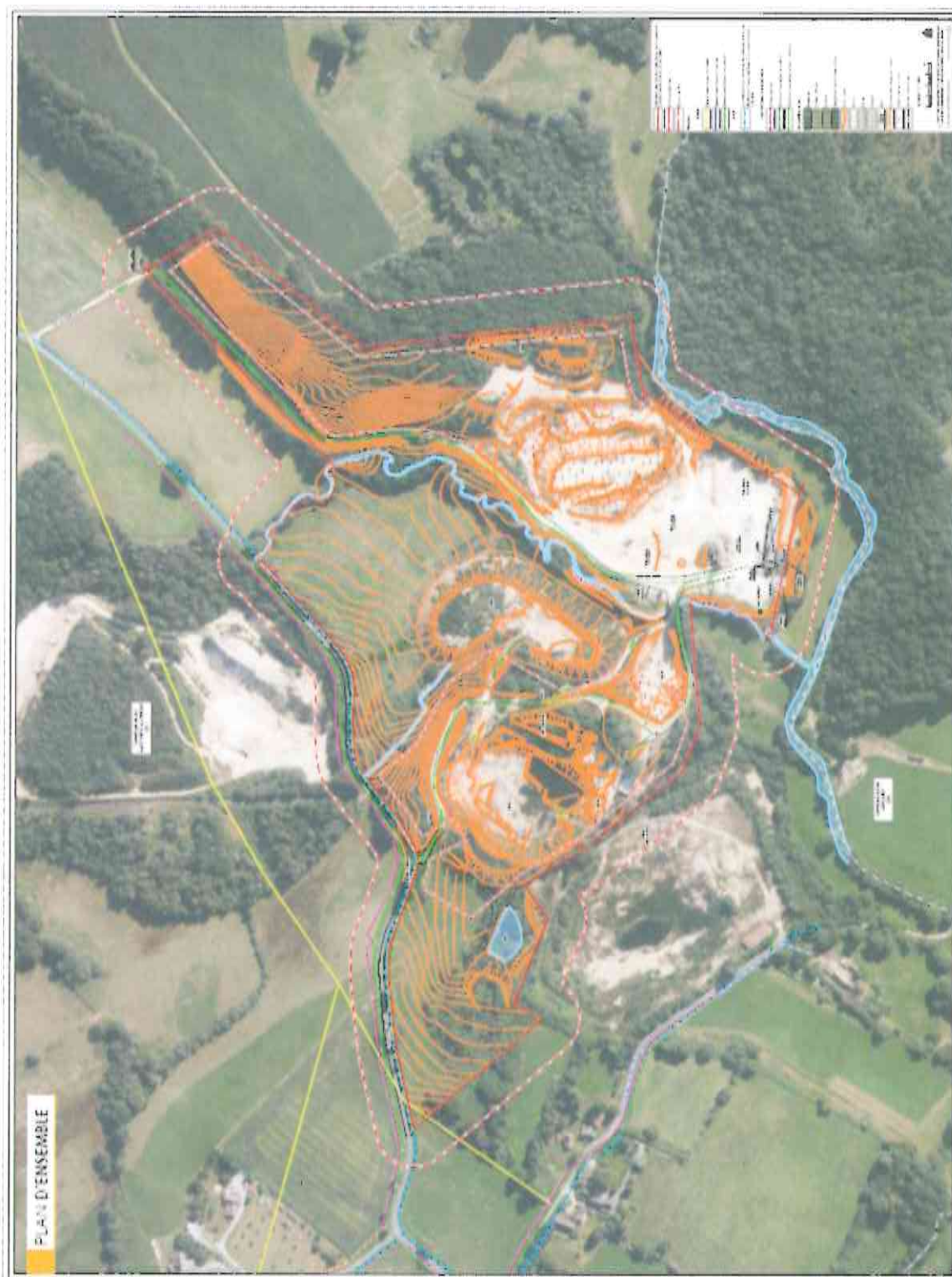
LE PREFET,

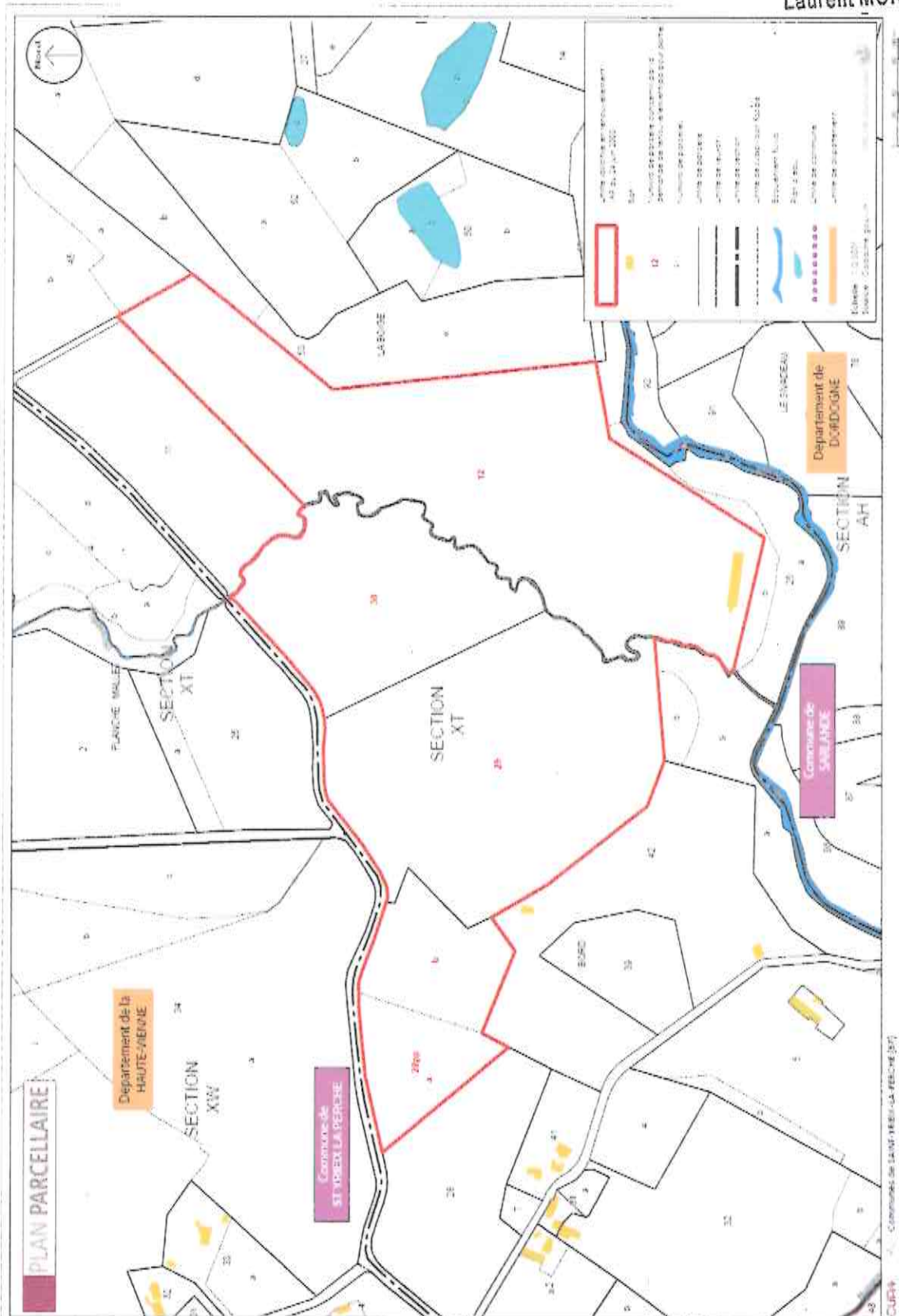
Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

ANNEXE I – PLAN DE SITUATION



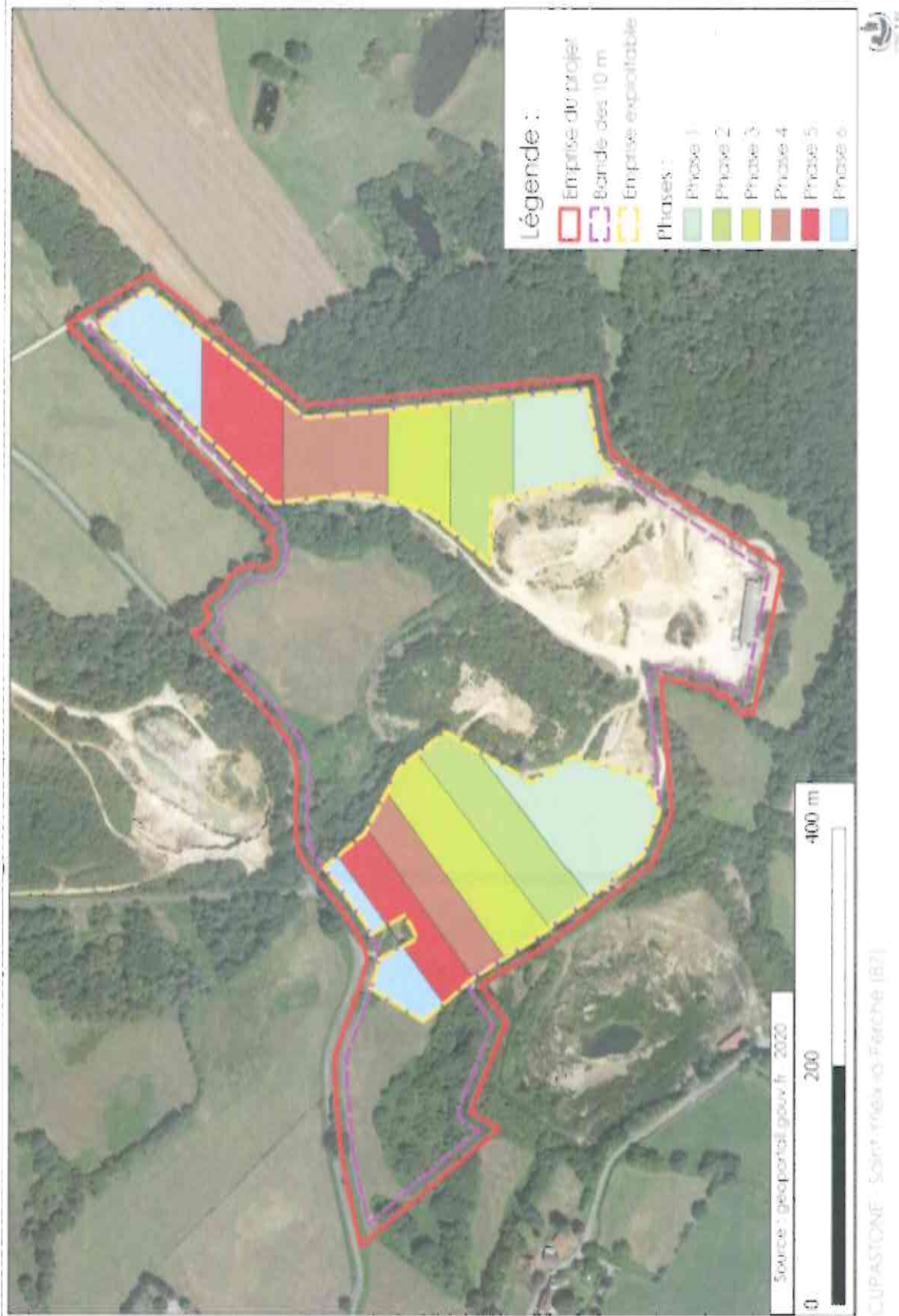


VU POUR ETRE ANNEXE
à l'arrêté du 23 MARS 2026

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

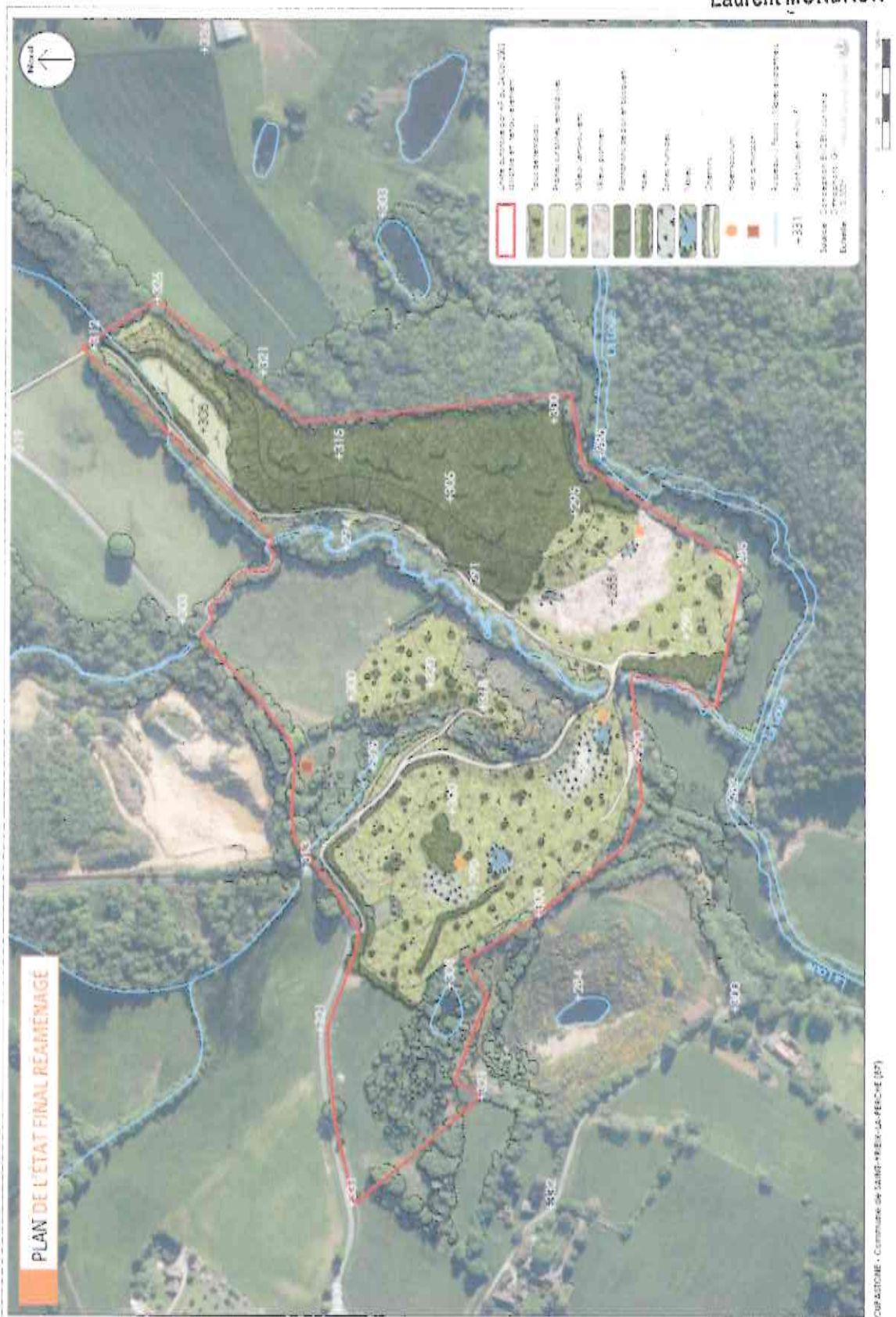
ANNEXE III - PLAN DE PHASAGE

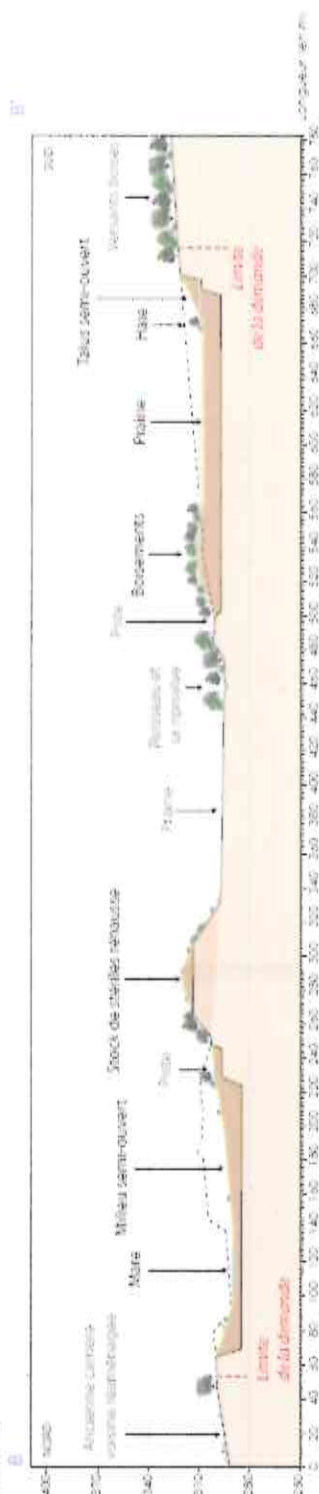
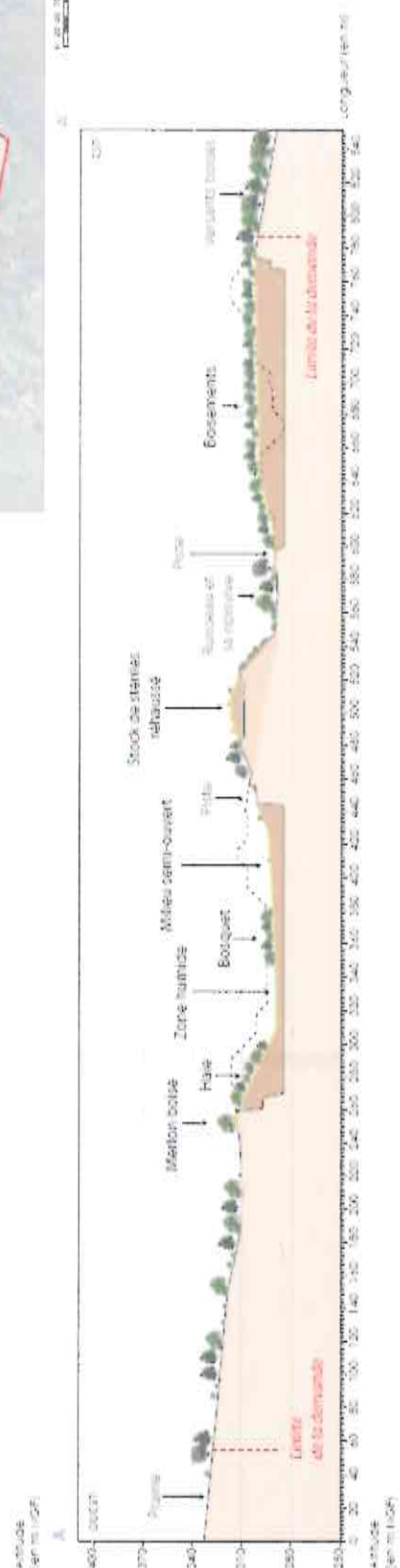


LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

ANNEXE IV – PLAN ET COUPES DE REMISE EN ÉTAT





ANNEXE V – PLAN DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS (SUIVI QUALITATIF EAUX)

Carte de localisation des points de prélèvements pour analyses d'eaux



à l'arrêté du 23 MARS 2026

LE PREFET,
Pour le Préfet,

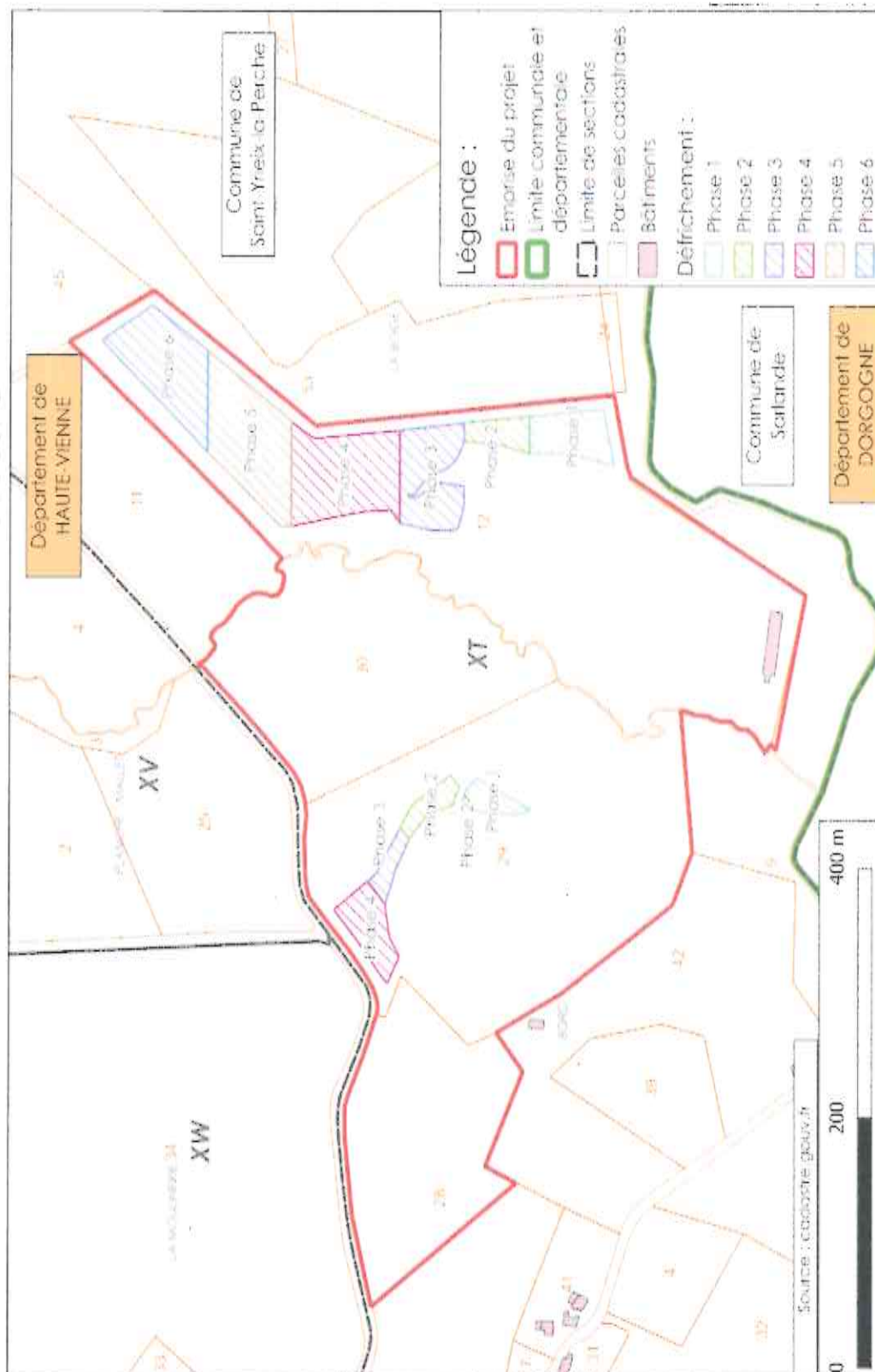
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

ANNEXE VI – PLAN DE LOCALISATION ET DE PHASAGE DU DÉFRICHEMENT

CUP4STONE

Localisation du défrichement sur fond cadastral



CUP4STONE - Saint-Yrieix-la-Perche (87)

VU POUR ETRE ANNEXE
à l'arrêté du 23 MARS 2026

LE PREFET,
Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

